

Paul Ricoeur dit de la mémoire qu'elle est définie « par la présence à l'esprit d'une chose du passé et par la recherche d'une telle présence ». On est frappé par l'intensité de cette présence et de cette recherche depuis l'année 2000. Que pensez-vous de cette très forte poussée mémorielle ?

Je crois qu'il faut bien différencier entre mémoire et histoire. Les historiens espagnols ont étudié depuis de nombreuses années les différentes facettes de la guerre civile et de la répression franquiste qui a suivi. Par exemple, tout ce qui concerne les conseils de guerre, les fusillés, les gens en prison, les différentes formes d'interdiction et de répression, l'antifranquisme... Malheureusement, la connaissance de ces travaux s'est limitée aux spécialistes dans le cadre de nombreux colloques et congrès. C'est un point sensible que je touche en soulignant que l'opinion publique et surtout les médias ont fait jusqu'à présent peu de cas de toutes ces études historiques.

Actuellement, nous assistons à un phénomène positif. La nouvelle génération des jeunes gens de 20 ans, principalement les jeunes historiens, estime qu'on n'a pas suffisamment propagé au niveau de la société la transcendance de ces recherches, leur signification. D'ailleurs, ce sentiment est assez largement partagé par les jeunes intéressés par l'Histoire et par la politique. Ils pensent qu'on leur a caché beaucoup de choses du passé, principalement sur la guerre civile et le franquisme. C'est une claire conséquence de ce que j'appelle les « silences excessifs ». Du même coup, il existe une sorte de divorce entre ce que les jeunes historiens en particulier estiment que l'on doit faire maintenant et ce qu'a fait la précédente génération

1. Voir « La mémoire sous tension », p. 89.

2. Né en 1945. Professeur d'histoire à l'Université autonome de Barcelone. Spécialiste de l'histoire du XX^e siècle, du catalanisme et du franquisme. Professeur invité dans de nombreuses universités et grandes écoles dont l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Parmi ses nombreux ouvrages publiés en catalan et en castillan se détache notamment *El franquisme i la transició democràtica (1936-1988)*, volume 7 de *Història de Catalunya* (Pierre Vilar dir.), Edicions 62, 1989.

d'historiens. Un problème élémentaire se pose : comment assurer la transmission des très nombreux travaux effectués ?

Il n'est pas certain qu'il ait existé une sorte d'oubli, en tout cas de la part des historiens. Si certains ont peut-être oublié, ce sont les hommes politiques, ce qui situe le problème à un niveau différent.

Le gouvernement a attendu 2006 pour déboulonner, en pleine nuit, la statue équestre de Franco à Madrid. Celle qui est située dans l'enclave de Melilla, déplacée pour travaux, a été réinstallée. Ces deux faits soulèvent la question de la politique mémorielle de l'État.

Il est certain qu'il n'y a pas eu une politique de mémoire démocratique officielle. En Espagne, au cours de ces trente dernières années, on a beaucoup commémoré sur le plan historique : en 1992, la découverte des Amériques ; en 1998, la fin désastreuse de l'empire colonial ; en 2000, la naissance de Charles Quint, qui remonte à 1500, mais rien de plus proche.

Pour l'historien, il est intéressant d'analyser comment ont été commémorés les différents anniversaires de la guerre civile de 1936 et de l'instauration du franquisme en 1939. En 1976, en pleine Transition, pratiquement personne n'a parlé de la guerre civile. En 1979, alors que la démocratie faisait ses premiers pas, on n'a rien rappelé du début du régime franquiste. La première initiative de célébration de ces deux événements survient en 1986, la deuxième en 1989. Elle provient du milieu universitaire et elle y reste circonscrite.

À la faveur de ces deux anniversaires, sous un gouvernement socialiste, on constate une volonté d'établir une certaine comparaison entre le déclenchement de la guerre civile et le processus de la Transition. Dans le même temps, la démarche de certains historiens a consisté à montrer combien la République de 1931 avait mal fait les choses et comment la Transition les faisait bien. En somme, il s'agissait pour eux de présenter la République comme un échec collectif et la Transition comme une réussite collective. C'était une vision simplificatrice au service d'une intention politique claire.

Dix années plus tard, en 1996 et en 1999, sous le gouvernement de droite du Parti populaire, la comparaison se pose à nouveau, mais en termes plus radicaux. Apparaissent des historiens « révisionnistes » reprenant les thèses des historiens franquistes qui attribuent aux formations de gauche et aux nationalistes des années 1930 le rôle d'instigateurs de la guerre civile.

En 2006, sous le gouvernement socialiste, le débat a été centré sur le thème de la République. On s'est demandé comment reprendre ses valeurs, jusqu'à quel point les valoriser, comment s'emparer d'une expérience des

années 1930 pour l'intégrer au temps présent. Cette thématique a divisé sensiblement l'opinion. Les secteurs conservateurs considèrent la République comme un échec total et invitent à l'oublier, les secteurs plus progressistes considèrent que le système démocratique espagnol actuel est fondé sur des valeurs très proches de l'expérience républicaine.

En dehors de cela, il est évident que la présence symbolique du franquisme est encore très forte. Nous avons des études réalisées par des historiens sur cette persistance. C'est très surprenant. Des statues, des places, des rues portent des noms directement hérités du franquisme, et cette présence est visible dans des petits villages comme dans des capitales de région où on lit encore les noms de Franco, José Antonio Primo de Rivera et du général Mola. C'est pourquoi le débat entre symbolisme franquiste et mémoire démocratique républicaine devient également un débat politique.

Votre collègue historien Manel Risques m'a dit récemment : « La transition démocratique et la démocratie ont géré l'oubli. Si la République de 1931 et la lutte antifranquiste ne sont pas intégrées dans la récupération de la mémoire historique, ça ne peut pas coller. »

Cette réflexion s'inscrit dans le droit fil de ce que je viens de dire. Ceux qui ne veulent pas qu'on parle de ces deux événements sont sur la même ligne de pensée que les franquistes en 1939 : oublier l'expérience d'un régime démocratique certainement marqué par beaucoup de contradictions et par beaucoup de problèmes mais qui répondait à une volonté populaire.

Les gens de droite, c'est-à-dire ceux qui n'ont ni de passé ni de tradition démocratiques, sont les plus intéressés par le fait que ne soient récupérées ni la mémoire républicaine ni celle de la lutte antifranquiste. En effet, procéder à cela reviendrait à mettre en évidence que, sur le plan historique, les droites espagnoles n'ont jamais été démocratiques. Qui plus est, les droites actuelles sont formées par les héritiers du franquisme politique ou sociologique. Le leur rappeler ne leur convient pas du tout.

Cela ne veut pas dire qu'il faille faire une apologie de la République, mais il serait injuste politiquement et faux historiquement de prétendre que toute la lutte démocratique contre le régime franquiste qui provenait en bonne part de la tradition républicaine des années 1930 n'a rien à voir avec la démocratie que nous avons aujourd'hui.

Un autre de vos collègues affirme : « La victoire du franquisme, c'est le silence. »

En 1939, les franquistes ont prétendu en finir avec toutes les traditions historiques et sociales qui avaient rendu possible le régime républicain. Ils les

ont présentées comme des idéologies vaincues et dangereuses. De fait, la pensée démocratique libérale, la pensée ouvrière, la pensée nationaliste, la libre-pensée, tout cela a été mis au ban et remplacé par un arsenal idéologique fondé sur le traditionalisme, l'ultracatholicisme, l'antilibéralisme et le conservatisme fonctionnant sur le mode de la hiérarchie. Du coup, la démocratie doit redoubler d'efforts pour mettre en lumière les valeurs héritées des différentes pluralités démocratiques.

Je vous rapporte des propos de l'écrivain Martí Rosselló : « La desmemoria a été pactée au moment de la transition démocratique. En pensant éviter de grands maux, on a hypothéqué le futur. Depuis la mort de Franco on le pensait, ce futur ! Mais après la tentative de putsch militaire du 23 février 1981, on a accepté le renoncement. Pour les jeunes, la guerre civile c'est la Préhistoire et Franco c'est les Rois Catholiques. » Comment cette tranche d'histoire est-elle enseignée ?

En lisant les manuels scolaires, on note que la guerre civile et le franquisme sont évoqués de façon claire et relativement correcte. Le problème ne provient pas des manuels scolaires ou de ce que disent les professeurs d'histoire, qui en parlent beaucoup et bien. Dans les lycées, on constate que les travaux libres choisis par les élèves concernent majoritairement la guerre civile et le franquisme, l'exil républicain, la déportation des républicains dans les camps nazis. Au sein de l'école donc, l'intérêt sur ces questions est manifeste et il est assouvi. Le problème se situe en dehors de l'école. Il est nécessaire que les journaux, les revues et les télévisions évoquent ces thèmes de manière pertinente. Ils le font, mais de manière très différente selon l'endroit du territoire. La télévision catalane a été pionnière sur le traitement de ces sujets. Elle l'a fait avec des programmes d'assez bonne qualité fondés sur des documentaires, des émissions de témoignages, des débats de reconstruction historique. En revanche, la télévision espagnole a eu un traitement faible, voire parfois frivole, considérant l'Histoire comme un simple alignement de faits, comme si on parlait d'un pays lointain, comme s'il s'agissait de thématiques n'ayant pas affecté le pays. Ça a changé un peu au cours de l'année 2006, mais un peu seulement.

Comment se pose à vous la question de l'impunité dans une société où l'une des expressions les plus répandues dans le vocabulaire politique est « ni vainqueurs ni vaincus » ?

Cette dernière formule n'est pas adéquate. Le franquisme a signifié la persistance de vaincus pendant quarante ans. Au cours du processus politique de la Transition, la loi d'amnistie a placé sur un même niveau les victimes

et les bourreaux. Les antifranquistes ont été amnistiés, mais aussi les militaires, les policiers et les fonctionnaires du régime qui avaient torturé, tué ou bien envoyé en prison les antifranquistes. Historiquement et éthiquement, c'était injuste. Autre chose est que, sur un plan politique, on puisse considérer cela comme convenable ou comme nécessaire. Tout cela explique cette sensation d'impunité morale et politique des franquistes et de leur régime.

Franquisme, fascisme, quel lien établissez-vous entre les deux termes ?

On peut dire que le franquisme est le fascisme espagnol avec des caractéristiques particulières, différentes des autres fascismes. Considérons d'abord que la guerre civile provoque une cassure totale dans la société espagnole, ce qui rend difficile la pénétration du discours d'unité nationale que le fascisme a toujours prêché. Par ailleurs, la Phalange est un parti très petit qui ne prend pas le pouvoir comme en Allemagne et en Italie. Le pouvoir est bâti par les militaires, avec à leur tête Franco, et celui-ci utilise le petit parti fasciste en fonction de ses intérêts propres. Du même coup, l'État et le gouvernement subordonnent le parti. C'est le contraire qui se produit en Allemagne et en Italie. Le pouvoir de Franco est infiniment supérieur à celui de Mussolini. Institutionnellement, Franco ne peut pas être démis par le parti alors que Mussolini oui, ce qui lui arrive d'ailleurs. Le pouvoir personnel et militaire de Franco a donc toujours été très supérieur au pouvoir de la Phalange. Le régime dictatorial qui s'élabore pendant la guerre civile et qui se construit durant ses quarante années d'existence a Franco pour figure unique et centrale. Jusqu'en 1945, celui-ci se définit comme fasciste. Ensuite, quand la situation de l'Europe change, il diminue les aspects idéologiques fascistes tout en ne changeant rien sur le fond. Le franquisme utilise les éléments caractéristiques du fascisme selon la conjoncture. Cela explique sa durée.

Marc Bloch a écrit : « Derrière les traits sensibles du paysage, les outils ou les machines, derrière les écrits en apparence les plus glacés et les institutions en apparence les plus complètement détachées de ceux qui les ont établies, ce sont les hommes que l'histoire veut saisir. Qui n'y parvient pas ne sera jamais, au mieux, qu'un manœuvre de l'érudition. Le bon historien, lui, ressemble à l'ogre de la légende. Là où il flaire la chair humaine, il sait que là est son gibier. » Avez-vous un exemple de ce « flair de la chair humaine » ?

J'estime que les expériences personnelles, individuelles, sont extrêmement utiles lorsqu'on fait de l'histoire devant des élèves et devant le grand public.

Elles nous servent à enrichir les problématiques historiques et elles nous permettent d'expliquer concrètement par exemple ce que fut le régime franquiste.

Pour moi, un exemple de la « chair humaine » qu'évoque Marc Bloch est celui de Eulàlia Berenguer, dont nous avons évoqué le cas à la télévision catalane dans le cadre de la série « Péchés capitaux » évoquant la vie quotidienne sous le franquisme. Eulàlia a 15 ans lorsque la guerre civile éclate en 1936. Elle entre aux Jeunesses communistes, les JSU, elle accomplit des missions d'aide auprès des soldats républicains, en 1939, elle part en exil avec son père paysan peu politisé, avec ses frères, elle connaît les camps de concentration français. Puis elle est expulsée par les autorités françaises, un train l'emporte d'Hendaye jusqu'à Barcelone, le voyage dure quatre journées sans boire, sans manger, considérée comme une bête à l'identique des juifs partant pour les camps, elle est emprisonnée et, sans qu'aucune faute concrète puisse être retenue contre elle, elle reste enfermée jusqu'en 1943.

Durant ces trois années, le maire de son village, Sant Feliu de Codines, près de Barcelone, fait des pieds et des mains pour qu'elle soit jugée et pour qu'elle demeure en prison. Elle est quand même libérée, mais elle est obligée de rentrer à Sant Feliu. Là, elle est boycottée par les phalangistes et par la mairie, il est interdit de lui adresser la parole, on lui rend la vie impossible jusqu'à l'intervention du caporal de la Guardia civil qui oblige les fascistes à la laisser tranquille. Cette femme qui vivra isolée pendant une très longue période finira par se marier avec le dirigeant des jeunes libertaires qui souffrait du même traitement. Qu'une communiste et un libertaire se réunissent de cette manière pour combattre les fascistes me semble un joli pied de nez à l'Histoire convenue ! Eulàlia retournera à la militance au sein du PSUC, le parti communiste catalan, elle sera même arrêtée en 1974 et elle retournera alors en prison. Au moment des premières élections démocratiques, elle sera élue premier adjoint, puis elle sera maire de sa commune à la tête d'une liste composée majoritairement de femmes, ce qui est un fait exceptionnel. Les documents concernant cette affaire existent, notamment les injonctions du maire en direction des autorités de l'époque, mais les descendants des personnes impliquées dans ce harcèlement font tout ce qu'ils peuvent pour que rien ne sorte.

C'est une belle leçon. Femme modeste, femme marginalisée, symbole du « Mal rouge », elle devient, avec la démocratie, une femme choisie par ses concitoyens pour les représenter.

Le retour en Catalogne des archives publiques et privées catalanes rassemblées à Salamanque après que les troupes franquistes les eurent considérées comme butin de guerre a été effectué en 2006. Il a constitué un événement, mais il a nourri un débat où l'on a pu constater que la mémoire était à vif et profondément politique. Considérez-vous cet événement comme essentiellement symbolique ?

Le retour de ces archives dépasse le symbolique. C'est un acte de justice démocratique et historique. La spoliation de 1939 s'est faite pour des raisons politiques. Il est logique que ces archives retournent chez leurs propriétaires : gouvernement, partis, syndicats, associations, personnes privées.

C'était un butin de guerre. Un principe de l'Unesco établit la restitution des archives volées. La commission d'experts qui s'est prononcée en faveur du retour des « papiers de Salamanque » était d'ailleurs présidée par Federico Mayor Zaragoza, ancien directeur général de l'Unesco. Le gouvernement Zapatero a compris qu'il s'agissait d'une question politique : à une affaire d'origine politique correspond une solution politique.

Par ailleurs, l'argument archivistique employé contre ce retour, à savoir la rupture de l'unité des archives sur la guerre civile espagnole, ne tient pas debout. Le principe de l'archive thématique n'existe nulle part. En France, on n'a pas d'archives de la Première Guerre mondiale, par exemple. Il faut également savoir que ces archives catalanes étaient rassemblées dans un désordre total dans un entrepôt, mélangées à des archives du XIX^e siècle. Le Parti populaire en a fait une question d'orgueil local à Salamanque et un os à ronger pour la droite.

Pour comparer, imaginez que les Allemands se soient emparés des archives officielles et de documents privés en arrivant en 1942 à Marseille et qu'ils les aient transférés à Besançon ! Eh bien, les Marseillais auraient réclamé qu'on leur rende leur dû. Cette affaire est très simple, même s'il a été compliqué pour les Catalans de parvenir à leurs fins.

Changeons d'époque. Le Moyen Âge, c'est en somme les « riches heures » de la Catalogne. Mais comment cette célébration a-t-elle pu traverser le temps pour s'installer d'une façon aussi voyante dans la période très contemporaine ?

Au Moyen Âge, il existait des institutions catalanes, un système de parlementarisme médiéval semblable à celui de l'Angleterre et des Pays-Bas. Elles ont duré jusqu'en 1714. À cette date, elles disparaissent et s'impose un système centralisé espagnol. La dynastie des Bourbons instaure un système dominé par les militaires : le *Capitán general*, toujours un Espagnol,

est alors la première autorité en Catalogne. C'était donc la fin de la nation catalane. Cette défaite est demeurée dans la mémoire collective au même titre que la défaite de 1870 en France. Cet événement alimente l'imaginaire à jamais car un traumatisme de cette importance est inoubliable. C'est normal.

En ce qui concerne le 11 septembre 1714, date de la « grande défaite » de la Catalogne, et, paradoxalement, journée de la fête nationale, une grande partie de Barcelone fut rasée. Les vestiges sont réapparus à la faveur de travaux publics, et les Catalans ont décidé d'en faire un lieu de mémoire au cœur de leur capitale...

Les ruines du quartier du Born représentent désormais un lieu important de mémoire politique, mais aussi de mémoire sociale du XVIII^e siècle. Elles permettront de voir comment était constituée une ville de cette époque. On connaît les noms des rues, des places, des habitants, les métiers maison après maison grâce aux archives. On peut donc reconstruire un espace de vie datant du XVIII^e siècle.

Ce 11 septembre, un quart de la ville fut détruit par les troupes de Philippe V. Vingt-cinq mille personnes se retrouvèrent sans abri, elles durent abandonner la ville. Il y eut aussi des milliers de morts. Ces ruines remarquables serviront à la prise de conscience de la force du châtimeut et de la dimension politique de notre 11 Septembre.

Si l'on considère les mémoires autour desquelles nous avons conversé, ce sont essentiellement des « mémoires douleurs ».

Toutes les mémoires que nous avons ne sont pas douloureuses. Le souvenir de 1931, donc le temps de la République, est celui d'une grande fête populaire résultant d'une volonté majoritaire. En ce moment, on analyse, on compare les différents Statuts d'autonomie de la Catalogne : celui de 1932, celui de 1979 et celui de 2006. C'est très intéressant d'un point de vue historique car cela permet d'étudier les comportements des dirigeants et du peuple, dans des contextes différents, face à une même question : comment la Catalogne veut s'organiser et quel type de relations elle veut avoir avec l'Espagne ?